

SEMAINE TERMINÉE LE 10 OCTOBRE 2025

Carol M. Schleif, CFA, SASB-FSA  
Stratège de marché en chef, BMO Gestion privée

## Les stablecoins : réserve de valeur, outil de paiement ou véritable refuge financier?

« *Le bitcoin est une monnaie. Il n'a aucun rendement sous-jacent. Les obligations offrent un versement d'intérêt, appelé coupon. Les actions génèrent des bénéfices et des dividendes. L'or, comme le bitcoin, ne génère rien. Ce qui donne de la valeur au bitcoin, c'est uniquement l'espoir de pouvoir le revendre à un prix supérieur à celui auquel vous l'avez acheté.* »

– John C. Bogle

**The Through Line:** L'innovation financière évolue à grande vitesse, offrant aux acteurs de nombreux moyens d'investir et de réaliser des transactions. Aux États-Unis, des changements récents sur le plan réglementaire posent les bases d'un cadre favorable à l'adoption des stablecoins, une forme de monnaie numérique conçue pour limiter la volatilité souvent associée aux cryptoactifs traditionnels. Mais quel rôle ces actifs numériques sont-ils appelés à jouer? S'agit-il d'un véritable véhicule d'investissement ou simplement d'un moyen de transaction? Comment se comparent-ils aux autres cryptomonnaies? Et quelles répercussions pourraient-ils avoir sur les différents segments du secteur financier? Bien que le développement des stablecoins n'en soit encore qu'à ses débuts, et que de nombreux éléments restent à clarifier, ce dossier met en lumière les enjeux, possibilités et défis liés à leur adoption.

### A-tisket, a-tasket, un jeton de plus dans mon panier

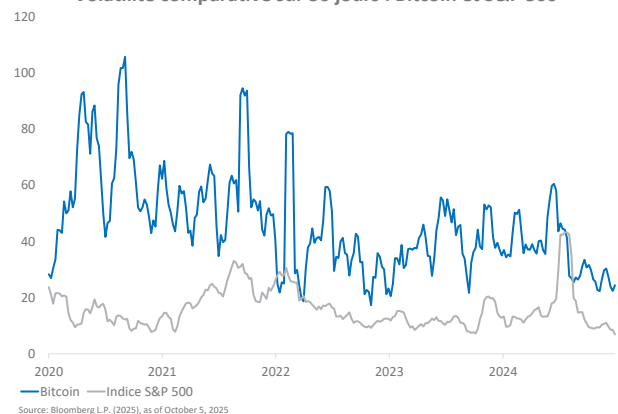
Commençons par poser le décor et faire le point sur certaines notions. La **chaîne de blocs** constitue l'ossature numérique (ou le grand livre) sur laquelle les transactions financières entre pairs peuvent être réalisées et enregistrées. Cette technologie promet des échanges sécurisés, privés, rapides, décentralisés et disponibles en tout temps, éliminant le besoin d'intermédiaires tels que les banques centrales ou les dépositaires. Son but principal est de faciliter un transfert d'actifs de tout type, à la fois anonyme, efficace et infalsifiable.

Étant donné que chaque transaction est virtuelle (c.-à-d. électronique, sans échange direct d'actifs physiques comme des billets de banque), elle requiert l'utilisation de **jetons numériques programmables**. Dans le contexte des marchés financiers, le chiffrement désigne le processus qui consiste à convertir presque tout (données, textes, actions, devises, œuvres d'art, biens immobiliers) en unités numériques plus petites. Ces jetons représentent une part de propriété numérique de l'actif sous-jacent, qui peut ainsi être traitée, échangée ou gérée de façon plus simple et plus sécurisée. Les cryptomonnaies telles que le bitcoin, l'éther ou l'Ethereum sont des exemples de ces jetons numériques.

Selon les perspectives, la cryptomonnaie avait pour objectif initial de servir de moyen d'échange, de réserve de valeur ou d'unité de compte. Toutefois, en raison de sa forte volatilité, elle ne remplit pas ces fonctions de manière fiable.

Pour pallier cette instabilité, les **stablecoins** ont été créés : il s'agit de monnaies numériques dont la valeur est adossée à des actifs réels, tels que les bons du Trésor américain.

Volatilité comparative sur 30 jours : Bitcoin et S&P 500



### Parlez-vous crypto?

Selon des données compilées par JP Morgan, la capitalisation mondiale des stablecoins libellés en dollars américains (environ 215 milliards) représente moins de 10 % de la valeur totale des actifs en bitcoin à l'échelle mondiale<sup>1</sup>. Pendant que les législateurs américains s'interrogent encore sur la manière de réglementer les actifs numériques, plusieurs autres pays ou blocs commerciaux (comme l'Union européenne, la Chine ou le Canada) ont déjà pris une longueur d'avance en mettant en place leurs propres cadres réglementaires. Parallèlement, de larges pans d'investisseurs et de citoyens expérimentent ces technologies depuis plusieurs années.

Selon plusieurs études, notamment le rapport YouGov 2025 sur les tendances en matière d'investissement, cité par Investopedia, **près de la moitié des membres de la génération Z (nés entre 1997 et 2012) utilisent des plateformes d'échange de cryptomonnaies.** Pour nombre d'entre eux, il s'agit de leur première expérience dans le monde de l'investissement. Cependant, il n'est pas toujours évident qu'ils saisissent pleinement le rôle que ces actifs jouent dans leur stratégie financière : est-ce un outil de spéculation, une réserve de valeur, ou un moyen d'échange?<sup>2</sup>

## GENIUS : une avancée majeure

Depuis leur apparition, les cryptomonnaies et les stablecoins ont souffert d'un encadrement flou qui a freiné leur adoption à grande échelle aux États-Unis. Faute d'un consensus sur la nature juridique de la cryptomonnaie (monnaie, objet de collection, ou actif financier), plusieurs administrations se sont disputé la responsabilité de sa régulation. La SEC, la CFTC, le FinCEN, l'OFAC, l'OCC, la Fed ou encore la FDIC ont ainsi tenté d'imposer leur vision, bloquant toute avancée cohérente. Ce contexte a retardé des mesures clés, comme l'approbation des premiers fonds négociés en bourse (FNB) de bitcoin, qui n'a eu lieu qu'en 2024.

Durant sa campagne présidentielle de 2024, Donald Trump a changé de cap en affichant un soutien assumé aux monnaies numériques. Au début de son second mandat, il a signé un décret présidentiel visant à faire des États-Unis la « capitale mondiale de la crypto ». En juillet dernier, il a promulgué le *GENIUS (Guiding and Establishing National Innovation for U.S. Stablecoins) Act*, qui constitue la première législation américaine d'envergure consacrée aux actifs numériques. La loi précise qui peut émettre des stablecoins, quelles autorités sont chargées de les superviser, et quelles règles doivent être respectées en matière de réserves. Elle introduit également des protections pour les consommateurs, inspirées des normes bancaires existantes KYC/AML (*Know Your Client et Anti-Money Laundering*). Selon cette nouvelle législation, chaque stablecoin doit être adossé à 100 % à des bons du Trésor américain à court terme ou à de l'or. **En outre, les émetteurs ne sont pas autorisés à rémunérer les détenteurs des jetons sous forme d'intérêts<sup>3</sup>.**

## Conséquences possibles de l'essor des stablecoins

L'utilisation des stablecoins comme outil de transaction devrait s'intensifier, en particulier dans le monde des affaires. La clarification du cadre réglementaire devrait ouvrir la voie à de nombreuses applications d'entreprise. Par exemple, une plateforme d'échange numérique cohérente et omniprésente pourrait optimiser plusieurs aspects de la gestion des comptes fournisseurs et clients, des paiements transfrontaliers, ainsi que d'autres opérations financières auparavant coûteuses ou complexes. Avantages : des délais de traitement plus courts, une meilleure précision, des coûts potentiellement réduits, une traçabilité accrue et une sécurité renforcée.

Lors d'une audition au Congrès cet été, le secrétaire au Trésor des États-Unis, Scott Bessent, a estimé que les stablecoins en dollars pourraient atteindre une capitalisation de 2 000 milliards de dollars d'ici 2030. Cela impliquerait l'émission<sup>4</sup> de plus de 1 000 milliards de dollars de bons du Trésor à court terme, conformément à la GENIUS Act, qui exige un adossement intégral des stablecoins à ces titres. Cette exigence crée une demande structurelle pour les bons du Trésor, ce qui pourrait s'avérer bénéfique à l'heure où le gouvernement continue d'afficher d'importants déficits budgétaires. Reste à voir quelles seront les conséquences d'une émission massive de bons du Trésor (notamment si elle coïncide avec le remboursement partiel des droits de douane liés à l'IEEPA). Cela pourrait-il faire augmenter les taux d'intérêt, même si les marchés anticipent de nouvelles baisses de taux de la Fed dans les mois à venir? Ou ces effets pourraient-ils être compensés par les recettes tarifaires à venir, ou par les économies budgétaires résultant d'un allègement de la fonction publique fédérale dans le cadre du programme DOGE?

## Aux risques de l'acheteur

Comme nous l'avons mentionné la semaine dernière (*Perspectives – stratégie hebdomadaire : (R)évolution des marchés des capitaux - BMO Gestion Privée*), les marchés des capitaux font l'objet de changements rapides en raison des technologies et de l'évolution du cadre réglementaire. Dans un contexte de nouveauté, différents défis doivent demeurer à l'esprit :

- Malgré l'élaboration des grandes lignes d'un cadre réglementaire, le marché des cryptomonnaies n'en est encore qu'à ses débuts et n'a pas été testé par un ralentissement économique soutenu.
- L'innovation, que ce soit dans les secteurs des technologies, de la santé, des services financiers ou autres, devance souvent les organismes de réglementation, faisant de séries de bulles et de récessions la norme plutôt que l'exception. Trouver le juste équilibre entre réglementation et durabilité en période de crise relève à parts égales de l'art et de la science.
- Une percée technologique peut modifier la conjoncture. D'après certaines projections, si l'informatique quantique devient une réalité économique, par exemple, elle pourrait s'avérer suffisamment puissante pour « briser » les plus anciennes cryptomonnaies. Cela perturberait évidemment tous les systèmes fondés sur celles-ci.
- Des cryptomonnaies stables semblent idéales pour les transactions, mais ne permettront pas nécessairement de générer une croissance ou un rendement, en raison de l'interdiction de verser des intérêts selon le « GENIUS Act ».
- L'activité des chaînes de blocs (et des cryptomonnaies) est conçue pour être irréversible. Lorsqu'elle est utilisée comme mécanisme principal de paiement/transaction, il est crucial de s'assurer d'effectuer toutes les étapes et vérifications avant l'exécution, afin d'éviter les erreurs.

## Répercussions pour les investisseurs

Il est essentiel que les participants du marché évaluent le rôle de chaque catégorie d'actifs dans un portefeuille. Les actions sont généralement utilisées pour obtenir une croissance (et parfois des revenus), et les titres à revenu fixe offrent de la stabilité et un revenu. Les autres types d'actifs permettent de combler les lacunes, que ce soit sur le plan économique ou psychologique. À titre d'exemple, l'or est traditionnellement considéré comme un actif refuge. Il n'offre aucun rendement, il ne s'agit pas vraiment d'une devise viable (essayez de payer de l'essence avec un lingot d'or), il est assujéti à un taux d'imposition plus élevé, et il peut nécessiter des dépenses additionnelles pour le stocker et l'assurer. Pourtant, malgré les coûts financiers et possiblement physiques qui y sont associés, il peut jouer un rôle psychologique réconfortant.

Dans l'esprit de certains investisseurs, la cryptomonnaie joue un rôle similaire, soit d'agir comme protection contre les perturbations du marché. Ce concept peut sembler attrayant, mais puisque les cryptomonnaies ont reculé au printemps dernier en raison de la volatilité associée aux tarifs douaniers, une cryptomonnaie libre pourrait ne pas offrir l'apaisement psychologique désiré. Une cryptomonnaie stable pourrait continuer à élargir son rôle en tant que système de paiement numérique agile, sans nécessairement représenter une amélioration au portefeuille, en raison du manque d'apport en revenus, de sa nature non éprouvée, et du fardeau réglementaire accru.

Le développement du marché financier offre un éventail de méthodes de participation, notamment directe, par fractions, avec levier et couverture. De plus en plus, les marchés de décision fournissent une capacité supplémentaire pour couvrir les revenus de divers événements (p. ex., si la Fed et la Banque du Canada réduiront le taux directeur lors de leur réunion d'octobre). Avoir un raisonnement clair sur les raisons et les façons de participer peut contribuer à la diversification et au respect des attentes.

## In focus in North America

Jon Borchardt, Sr. Analyst

George Trapkov, CFA, VP and Portfolio Manager

### Cette semaine

**Tout ce qui brille** – L'or suit une tendance de plusieurs années qui, dans sa phase la plus récente, a poussé le métal jaune vers un sommet record de plus de 4 000 \$ l'once/oz. Depuis le début de l'année, l'or a progressé d'un peu plus de 50 %. Depuis le tournant du siècle, le rendement total a atteint 1 300 %, ce qui surpasse de loin celui du S&P 500 sur la même période. Le dernier cycle comparable s'est déroulé de 1978 à janvier 1980, dans un contexte de poussée inflationniste et de chocs géopolitiques, dont la révolution iranienne, la crise iranienne des otages et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. L'or a grimpé de plus de 400 % pour ensuite reculer lorsque la Fed a poussé le taux directeur vers 20 %, l'économie est alors entrée en récession et l'inflation a été contenue.

**À partir du sommet de janvier 1980, le prix a baissé de plus 40 % en moins de trois mois.** Les attentes réelles à l'égard des taux d'intérêt ont joué un rôle de premier plan, et une dynamique similaire semble encore présente cette fois-ci. Les *craintes d'inflation* demeurent élevées et les politiques des banques centrales mondiales sont plus conciliantes. Lorsque le rendement ajusté en fonction du taux d'inflation diminue, l'or devient plus attrayant comme réserve de valeur. La *géopolitique* est de nouveau au premier plan. La politique étrangère et les sanctions économiques américaines ont fait bondir la demande d'or, puisque de nombreuses banques centrales cherchent à diversifier leurs réserves. La guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient et les politiques nationales des États-Unis (y compris les risques liés à l'indépendance de la Fed, l'arrêt potentiel des activités du gouvernement américain et les mesures en matière d'immigration) ont jeté de l'huile sur le feu. La participation des particuliers s'est accrue : Costco vend généralement les lingots d'or en quelques minutes et les FNB d'or sont en hausse. Les indicateurs de base semblent favorables et la dynamique est soutenue. BMO Marchés des capitaux a récemment haussé son prix cible de l'or pour le deuxième semestre de 2026 à 4 500 \$/oz, et la directrice générale, Helen Amos, soutient que la progression pluriannuelle de l'or est loin d'être terminée. *Pour ceux qui songent à investir dans l'or, il importe de se rappeler les leçons apprises de 1980, et que le sentiment peut changer rapidement et transformer les fortunes liées à un marché haussier prolongé.*

**Federal Open Market Committee** – Le FOMC a publié le procès-verbal de sa réunion de septembre. Pour les investisseurs, ce qui en ressort est que la plupart des membres du comité croient qu'il sera approprié de réduire le taux directeur d'ici la fin de l'année. Au cours de la réunion de septembre, le taux des fonds fédéraux a été abaissé d'un quart de point; l'outil FedWatch du CME (Chicago Mercantile Exchange) évalue la probabilité d'une baisse en octobre à plus de 90 %. La plupart des membres du comité sont d'avis que l'inflation demeure élevée, les risques de prix continuant à pointer vers le haut. Par ailleurs, les risques de baisse en matière d'emploi ont augmenté. La cote neutre ( $r^*$ ) est le niveau auquel l'équilibre est atteint, en théorie. Les opinions varient grandement quant à ce chiffre hypothétique, mais la plupart s'entendent à dire qu'il est inférieur au taux des fonds fédéraux actuel, ce qui offre plus de latitude au comité pour une baisse de taux. La Fed est confrontée à un dilemme : une baisse de taux trop rapide pourrait alimenter l'inflation, mais le maintien de taux trop élevés risque d'étouffer le marché du travail. Les investisseurs espèrent que la Fed puisse trouver un niveau ni trop élevé, ni trop faible pour favoriser l'économie dans une période difficile.

**Les dépenses provinciales restent importantes** – Lorsque le budget fédéral canadien sera présenté le 4 novembre, un déficit important est attendu. Les gouvernements provinciaux enregistrent presque tous des déficits plus élevés pour l'exercice en cours, ce qui viendra s'ajouter à l'impulsion budgétaire exercée par Ottawa. Le déficit provincial combiné pour l'exercice 2025-2026 s'élève à 48,2 milliards de dollars canadiens, le plus important jamais enregistré en termes monétaires. Représentant 1,5 % du PIB, ce déficit est inférieur à celui enregistré pendant la pandémie en 2020-2021, mais il faut remonter à la grande récession pour trouver un déficit comparable, et ce, en l'absence de récession. Mis à part ces facteurs, la réalité fondamentale est que la croissance économique et l'inflation (moteurs de revenus) ont ralenti, tandis que les pressions en matière de dépenses (salaires du secteur public, soins de santé et stress sur les infrastructures dû à la croissance démographique intense) continuent de s'accumuler. En supposant un déficit fédéral d'environ 70 milliards de dollars canadiens, la variation du déficit fédéral/provincial combiné pourrait atteindre 2 % du PIB

pour l'exercice 2025-2026, soit la plus forte variation hors pandémie depuis la grande récession. Cette forte relance budgétaire devrait soutenir la croissance jusqu'en 2026 et devra être prise en compte dans l'élaboration de la politique monétaire.

#### Les perspectives économiques du Canada pourraient s'améliorer

– Le pire pourrait être passé pour l'économie canadienne. Après s'être contracté au cours du deuxième trimestre en raison de la baisse des exportations de biens et des investissements dans la machinerie, le PIB réel a légèrement augmenté en juillet. La croissance est donc en bonne voie pour atteindre, voire dépasser, l'estimation actuelle de BMO, qui est de 0,5 % sur une base annualisée au troisième trimestre. À moins d'une escalade de la guerre commerciale, les exportations et les dépenses d'investissement devraient se stabiliser prochainement. Il faudra peut-être attendre encore un peu, car le déficit commercial du Canada s'est creusé pour atteindre 6,3 milliards de dollars en août, contre un chiffre révisé de 3,8 milliards de dollars en juillet. L'économie devrait prendre de l'élan au cours des prochains trimestres, compte tenu de l'abondance des mesures de relance budgétaire en cours d'élaboration (détails dans le budget fédéral du 4 novembre) et de l'assouplissement de la banque centrale. Après une quasi-stagnation en début d'année en raison des inquiétudes économiques, les dépenses de consommation ont rebondi de près de 5 % sur une base annualisée au deuxième trimestre. Le plus grand risque pour le Canada est la possibilité que le gouvernement américain se retire de l'USMCA (après un préavis de six mois), ce qui ferait perdre aux exportateurs leur exemption en matière de conformité. Si cela devait se produire, l'économie serait probablement confrontée à une récession.

**Discussions commerciales avec le Canada** – Le premier ministre Mark Carney et le président Trump se sont rencontrés à la Maison-Blanche pour discuter des tensions commerciales actuelles. Le président Trump a évoqué un « conflit naturel » autour de l'automobile et de l'acier, découlant des ambitions industrielles des deux pays. Tout en prédisant qu'un accord serait finalement conclu, M. Trump a laissé entendre que certains droits de douane pourraient être maintenus et a évoqué d'autres accords commerciaux que l'USMCA. Les dirigeants ont également discuté de la participation possible du Canada à l'initiative de défense antimissile Golden Dome de M. Trump, bien qu'Ottawa n'ait pas officiellement confirmé sa participation. La promesse du premier ministre Carney d'investir jusqu'à 1 000 milliards de dollars américains a suscité de vives critiques à la Chambre des communes de la part du chef de l'opposition Pierre Poilievre, qui a accusé le gouvernement de faire trop de concessions sans obtenir d'accord.

### La semaine prochaine

Au moment d'écrire ces lignes, le gouvernement américain reste fermé et les progrès des deux parties vers une réouverture demeurent très modestes. Cela retardera la publication des données gouvernementales habituelles. La saison des résultats financiers démarre aux États-Unis. Le Livre beige de la Fed, qui sera publié mercredi, ainsi que les baromètres économiques des deux pays devraient donner un aperçu du sentiment des entreprises de première ligne.

- **Mardi 14 octobre** – États-Unis : indice d'optimisme de la NFIB | Canada : permis de construction
- **Mercredi 15 octobre** – États-Unis : vraisemblablement l'IPC (en attente de la réouverture du gouvernement), indice Empire State Manufacturing, Livre beige de la Fed | Canada : fabrication et ventes en gros
- **Judi 16 octobre** – États-Unis : demandes hebdomadaires d'allocations de chômage, ventes au détail, rapports PPI, Federal Reserve Bank of Philadelphia, stocks des entreprises | Canada : baromètre des affaires de la FCEI, mises en chantier et ventes de véhicules neufs
- **Vendredi 17 octobre** – États-Unis : mises en chantier, permis de construire, production industrielle

## Fiche des données au 8 Octobre 2025

Rendement total du marché boursier						
	Niveau au 8 octobre 2025	WTD	Cumul annuel		2024	2023
S&P 500	6 754	0,6 %	16,0 %	25,0 %	26,3 %	-18,1 %
NASDAQ	23 043	1,2 %	20,0 %	29,6 %	44,7 %	-32,5 %
DOW	46 602	-0,3 %	11,0 %	15,0 %	16,2 %	-6,9 %
Russell 2000	2 484	0,3 %	12,5 %	11,5 %	16,9 %	-20,5 %
S&P/TSX	30 502	0,1 %	26,0 %	21,7 %	11,8 %	-5,8 %
MSCI EAEO	10 249	-0,2 %	26,8 %	3,8 %	18,2 %	-14,5 %
MSCI ME	746	-0,1 %	30,0 %	7,5 %	9,8 %	-20,1 %
Rendement total du marché obligataire						
		WTD	Cumul annuel		2024	2023
Bloomberg U.S. Aggregate		0,0 %	6,4 %	1,3 %	5,5 %	-13,0 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,0 %	5,5 %	0,6 %	4,1 %	-12,5 %
Bloomberg U.S. Corporate		-0,1 %	7,1 %	2,1 %	8,5 %	-15,8 %
Bloomberg U.S. High Yield		-0,1 %	7,2 %	8,2 %	13,4 %	-11,2 %
Bloomberg 1-10 Year Minus		0,1 %	4,3 %	0,9 %	4,5 %	-4,7 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,1 %	2,5 %	4,0 %	6,5 %	-11,3 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,1 %	1,9 %	2,9 %	5,0 %	-9,9 %
Bloomberg Canada Corporate		0,0 %	4,0 %	6,9 %	8,2 %	-9,5 %
Rendement des obligations d'État						
	8 octobre 2025	Dernière fin de mois	Dernière fin de trimestre		2024	2023
Bons du Trésor américain à 10 ans	4,12 %	4,15 %	4,15 %	4,57 %	3,88 %	3,88 %
Obligations d'État canadiennes à 10 ans	3,19 %	3,18 %	3,18 %	3,23 %	3,11 %	3,30 %
Gilts à 10 ans du R.-U.	4,71 %	4,70 %	4,70 %	4,56 %	3,53 %	3,66 %
Bunds allemands à 10 ans	2,68 %	2,71 %	2,71 %	2,36 %	2,02 %	2,57 %
Obligations d'État japonaises à 10 ans	1,69 %	1,64 %	1,64 %	1,09 %	0,61 %	0,41 %
Monnaies et actifs corporels						
	Niveau au 8 octobre 2025	WTD	Cumul annuel		2024	2023
Indice USD	98,92 \$	1,2 %	-8,8 %	7,1 %	-2,1 %	8,2 %
CAD:USD	0,72 \$	0,0 %	3,1 %	-7,9 %	2,3 %	-6,7 %
Bitcoin	122 903,51 \$	0,3 %	31,1 %	120,5 %	157,0 %	-64,3 %
Or	4 042,03 \$	4,0 %	54,0 %	27,2 %	13,1 %	-0,3 %
Pétrole (WTI)	62,55 \$	2,7 %	-12,8 %	0,1 %	-10,7 %	6,7 %

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

#### Endnotes

<sup>1</sup> [What to Know About Stablecoins | J.P. Morgan Global Research](#)

<sup>2</sup> [They Know It's Risky. They're Doing It Anyway: Inside Gen Z's Crypto Habit](#)

<sup>3</sup> [The GENIUS Act of 2025 Stablecoin Legislation Adopted in the US](#)

<sup>4</sup> [Dollar Stablecoin Market Could Hit \\$2 Trillion: Treasury's Scott Bessent - Bloomberg](#)



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération.

Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent. BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.